

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2015

Nombre de Conseillers : 19				
Numéro délibération :	1-5	6	7	8-13
Nombre de présents :	13	12	13	14
Nombre de pouvoirs :	2	2	2	3

L'an deux mille quinze et le vingt-huit septembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, (en son absence M. BUISINE Serge, Premier Adjoint).

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, GARCIA Eric, LAMBERT Eliane, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony.

Absents et excusés :

UVERNET Gabriel, Maire (jusqu'au point n°8)

TAXI Odile (uniquement pour le point n°6)

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à ZAMORA Jean-Luc)

SCHLICHTER Danièle (pouvoir à Gabriel UVERNET à compter du point n°8)

SILVA Alain (pouvoir à GARCIA Eric)

BOISBOURDIN Philippe

GUILBERT Sandrine

Désignation du secrétaire de séance : Mme Eliane LAMBERT

Adoption du compte rendu : Adopté avec observations :

- M. GARCIA indique qu'il y a une erreur d'orthographe dans le nom de la zone artisanale du Cannet des Maures. Il faut lire « PORTARET » au lieu de « PONTARET ».
- M. BUISINE souhaite compléter son intervention ainsi que celle de M. SILVA s'agissant du point portant sur le renouvellement de la ligne de trésorerie :
« ... M. SILVA souhaite connaître les raisons pour lesquelles la Banque Postale n'a pas établi de propositions et des précisions sur la définition des taux indexés comme l'EONIA et EURIBOR ».
« Sur le 1^{er} point, M. BUISINE lui répond que suite aux négociations la Banque Postale s'est refusée à présenter une offre ; à titre d'exemple, l'an dernier cet organisme bancaire proposait un taux à 1,90 %, une commission de non utilisation à 0,30 % et des frais de dossier à hauteur de 1 000 €.
Sur le 2^{ème} point, M. BUISINE apporte ce complément d'information utile à M. SILVA tant sur la définition de ces index que sur la stratégie de leur utilisation. »

Lecture des décisions :

- Attribution appartement 21 rue grande à Mme DONATI Colyne.
- Attribution marché public alloti SIVAAD « fourniture de denrées viandes fraîches de boucherie ».

Arrivée de M. LESUEUR Frédéric à 18h08

1. DECISION MODIFICATIVE N° 2 - BUDGET EAU POTABLE

Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, expose aux membres du Conseil Municipal que le compte 673 « titres annulés (sur exercices antérieurs) » du budget eau potable, présente un dépassement de 850 €. En effet, un propriétaire a demandé que les factures d'eau soient inscrites au nom de son locataire. Pour ce faire, une écriture comptable est nécessaire au compte 673 pour les factures sur budget antérieur et un titre de recettes au compte 70111.

Dès lors, il convient de compenser ce dépassement en faisant appel au compte 616 « primes d'assurance » qui présente une somme disponible qui ne sera pas utilisée, les factures ayant été payées en début d'année. On peut retirer comptablement la somme pour l'imputer au compte 673.

M. GARCIA : « Comment se fait-il que nous annulons la facture du locataire en émettant le titre sur le compte 70111 ? Pourquoi nous n'ouvrons pas le 70111 pour ouvrir la dépense au 673 et faire plutôt un virement plutôt qu'une dépense ? »

M. BUISINE : « Cela a été décidé par la comptable, je ne vois pas pourquoi je répondrais à cette question, cela revient sans doute au même »

M. GARCIA : « Cela est juste, seulement on dit que l'on annule le titre antérieur au compte 673 en émettant un nouveau titre au 70111 »

M. BUISINE : « Est-ce qu'il y a une anomalie particulière dans cette écriture-là ?

M. GARCIA : « Vu qu'il y a une nouvelle recette au 70111, plutôt que de faire un virement en dépense négatif, la logique en soit comptable était d'ouvrir une recette pour financer une dépense complète, je voulais juste avoir cette information ».

M. BUISINE : « La réponse qui m'est apportée par la comptabilité dit que c'est justifié par une écriture comptable au nom du locataire et rembourser le propriétaire. A partir du moment où cela rentre dans le cadre demandé par le propriétaire, il ne veut plus payer les factures à la place du locataire, il n'y a pas d'anomalie particulière, comme tu l'as dit, si il y a quelque chose de particulier, on va le noter »

M. MARTIN « C'est simplement un changement de payeur ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n°2 du Budget eau potable comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-616 : Primes d'assurances	850.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	850.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	850.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0.00 €	850.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	850.00 €	850.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

Adopté à l'unanimité

2. DECISION MODIFICATIVE N° 1 - BUDGET ASSAINISSEMENT

Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, expose aux membres du Conseil Municipal que le compte 706129 «Reversement redevance pour modernisation des réseaux de collecte » du budget assainissement, présente un dépassement de 800€ suite à une facture de l'Agence de l'Eau portant sur la redevance de collecte domestique (année n-1).

Dès lors, il convient de compenser ce dépassement en faisant appel au compte 022 «dépenses imprévues » qui est un compte sur lequel une somme est prévue au budget pour les cas de dépassement budgétaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De valider la décision modificative n°1 du Budget Assainissement comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-706129 : Reversement redevance pour modernisation des réseaux de collecte	0.00 €	800.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0.00 €	800.00 €	0.00 €	0.00 €
D-022 : Dépenses imprévues (exploitation)	800.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (exploitation)	800.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	800.00 €	800.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

Adopté à l'unanimité

3. REVISION DES TARIFS : PARTICIPATION AUX FRAIS DE BRANCHEMENTS SUR LE RESEAU D'EAU POTABLE

Vu les articles L 2224-1, L 2224-2 et L 2224-4 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.),

Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, expose à l'Assemblée délibérante que les activités de service public à caractère industriel et commercial (distribution d'eau potable et assainissement) sont soumises à un équilibre budgétaire strict, dont les conditions sont définies aux articles précités.

En effet, les recettes propres du service doivent (sauf exceptions) couvrir l'intégralité de ses dépenses, à l'exclusion de toute prise en charge par le budget de la commune, sous forme de subvention d'équilibre ou de financement par le budget principal de certaines dépenses.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 15/06/2009, la participation aux frais de branchements sur le réseau d'eau potable pour les différents diamètres de compteurs avait été fixée. Il apparaît que cette délibération n'a plus fait l'objet de modifications depuis 6 ans. Seul le changement de taux de la T.V.A. a été voté en 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer les tarifs comme suivant :

Participation aux frais de branchements	H.T.
pour les compteurs Ø 15 :	1 600 €
pour les compteurs Ø 20 :	2 000 €
pour les compteurs Ø 25 :	2 300 €
pour les compteurs Ø 30 :	3 100 €
pour les compteurs Ø 40-50 :	5 000 €
pour les compteurs Ø 65:	6 500 €
pour les compteurs Ø 80 :	7 000 €
pour les compteurs Ø 100 :	8 000 €

Ø s'entend comme le calibre du compteur

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération s'applique dès son caractère exécutoire.

Adopté à l'unanimité

4. AVIS SUR LE RAPPORT ANNUEL RELATIF AU PRIX ET A LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

Conformément aux articles L 2224-5 et D 2224-1 du code général des collectivités territoriales, Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, présente à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Il est demandé à l'assemblée municipale de donner son avis sur le rapport suivant (ci-annexé).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'émettre un avis favorable sur le rapport 2014 relatif au prix et la qualité des services d'eau potable.

Adopté à l'unanimité

5. AVIS SUR LE RAPPORT ANNUEL RELATIF AU PRIX ET A LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'EAU ASSAINIE

Conformément aux articles L 2224-5 et D 2224-1 du code général des collectivités territoriales,

Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, présente à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers.

Il est demandé à l'assemblée municipale de donner son avis sur le rapport suivant (ci-annexé).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'émettre un avis favorable sur le rapport 2014 relatif au prix et la qualité des services d'eau assainie.

Adopté à l'unanimité

Mme TAXI Odile quitte la salle du Conseil Municipal

6. ATTRIBUTION CONTRAT DE LOCATION D'UN LOCAL COMMERCIAL SIS 1 BIS RUE GRANDE - LE THORONET

La Commune du Thoronet dispose de locaux pour lesquels elle établit des baux commerciaux au profit des commerçants/artisans locaux afin de développer et maintenir une offre de commerces de proximité au sein du noyau villageois.

Les montants des loyers favorisent cette implantation et entrent dans une volonté politique d'assurer que le cœur du village soit toujours dynamique.

Les contrats de location commerciale ont permis l'implantation de la presse, de la crêperie, de l'institut de beauté, de l'étude de géomètre.

Considérant la fin du contrat de location de cette dernière, il est proposé au Conseil Municipal de conclure un nouveau contrat de location pour le local 1 bis Rue Grande - le Thoronet, d'une surface de 14 m².

Mme Arielle CARNUS énergéticienne, déclarée en profession libérale, a sollicité la Commune pour bénéficier de ce contrat.

Vu le C.G.C.T. notamment son article L2122-22,

Vu la délibération du 14/04/2014, point n°4, déléguant au Maire le pouvoir de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

Considérant cependant que le Conseil Municipal peut toujours se prononcer sur les matières ayant fait l'objet de la délégation en cas d'empêchement du Maire,

M. BESSONE : « Qu'est-ce qu'une énergéticienne ? »

Mme DIETRICH-WEISS : « C'est comme du magnétisme ».

Mme BERTHIAUX : « Précédemment, quel était le montant du loyer ? ».

M. BUISINE : « Précédemment c'était 110 € ».

Mme BERTHIAUX : « Pourquoi nous ne partons pas sur le même montant ? Y a-t-il une nécessité de travaux ? ».

M BUISINE : « Oui, il y a la nécessité de faire quelque travaux ».

M. LESUEUR : « Oui, le sol est abîmé et des travaux sont à réaliser ».

M. BUISINE : « Dans un second temps, nous avons pris les contrats de location commerciale sur les précédentes locations, il fallait rester dans la moyenne générale et cette location est même supérieure au prix au m² des autres locations commerciales. Ramenée à un prix au m² cela fait 7,14 € ».

M. MARTIN « Il faut savoir que le local est exiguë, c'est tout en longueur ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure un contrat de location commerciale sis 1 bis rue Grande – Le Thoronet, d'une contenance de 14 m² à Mme CARNUS Arielle, énergéticienne, déclarée en profession libérale,

ARTICLE SECOND : De fixer le loyer mensuel T.T.C. à 100 €.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération prendra effet à compter du 15/10/2015.

ARTICLE QUATRIEME : Charge Monsieur le Premier Adjoint d'établir le contrat et de représenter la Commune pour la signature du dit bail.

Adopté à l'unanimité

Madame TAXI Odile réintègre la salle du conseil municipal.

7. <u>ADOPTION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE CŒUR DU VAR</u>

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 « solidarités et renouvellement urbains »,

Vu les lois n° 2009-967 du 3 août 2009 et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ainsi que leurs décrets d'application,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et ses décrets d'application sortis à ce jour,

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 2003 portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var au périmètre de 11 Communes composant aujourd'hui la Communauté de Communes Cœur du Var : Besse sur Issole, Cabasse sur Issole, le Cannet des Maures, Carnoules, Flassans sur Issole, Gonfaron, le Luc en Provence, les Mayons, Pignans, Puget ville, le Thoronet,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 2004 portant création d'un syndicat mixte Cœur du Var ayant pour objet l'élaboration, l'approbation, le suivi et la révision du Schéma de Cohérence Territoriale sur le périmètre de la Communauté de Communes de l'époque (9 Communes) ajouté du périmètre des Communes de Carnoules et Puget ville,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2005 prononçant l'adhésion des Communes de Carnoules et Puget ville à la Communauté de Communes Cœur du Var à compter du 1^{er} janvier 2006 faisant concorder les périmètres du syndicat mixte Cœur du Var et celui de la Communauté de Communes,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2005 portant dissolution du syndicat mixte Cœur du Var à compter du 1^{er} janvier 2006 conformément aux dispositions de

l'article R5214-1-1 du code général des collectivités territoriales, ses compétences étant transférées de fait à la la Communauté de Communes Cœur du Var,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L122-4 et suivants et L300-2,

Vu la délibération 2009/97 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} décembre 2009 prescrivant l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var et déterminant les objectifs et les modalités de concertation,

Vu la délibération 2013/87 du Conseil Communautaire en date du 9 juillet 2013 validant l'armature urbaine du territoire organisée autour du pôle intercommunal (le Luc/ le Cannet des Maures) et de deux pôles relais piliers (Flassans sur Issole et Carnoules) comme fondement du projet d'aménagement et de développement durables du Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var,

Vu la délibération 2013/88 du Conseil Communautaire en date du 9 juillet 2013 actant le premier débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du du Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var conformément à l'article L122-7 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération 2014/109 du Conseil Commuanautaire en date du 23 septembre 2014 actant le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var conformément à l'article L122-7 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération 2015/79 portant approbation du bilan de concertation mis en œuvre au cours de la procédure d'élaboration du S.C.O.T. et arrêtant le projet de S.C.O.T..

Oui l'exposé de Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint,

Vu le Projet de Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var annexée à la présente,

Vu le bilan de la concertation durant l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var annexé à la présente,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De donner un avis favorable au projet de Schéma de Cohérence Territoriale Cœur du Var (arrêté le 07/07/2015) tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE SECOND : Charge Monsieur le Maire de procéder aux formalités nécessaires pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Arrivée de M. UVERNET Gabriel, Maire à 18h30 ; il préside dès lors la séance.

8. <u>CONVENTION TRIPARTITE « DISPOSITIF INTERCOMMUNAL DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2015-2016 »</u>
--

Mme TAXI Odile, Conseillère Municipale déléguée aux Ecoles, expose au Conseil Municipal que la Commune de Lorgues a engagé depuis plusieurs années, une action en faveur des primaires et collégiens en difficulté ou en échec scolaire, à travers un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Ce dernier propose l'organisation et l'animation d'ateliers d'aide et de soutien scolaire mais également de soutien à la parentalité. La Commune du THORONET et la Commune d'ENTRECASTEAUX se sont associées à cette démarche.

Mme TAXI Odile, Conseillère Municipale déléguée aux Ecoles, explique que la Commune de Lorgues avait confié la gestion et la coordination du dispositif à la Fédération des Œuvres Laïques du Var (F.O.L.) ; cependant ce partenariat n'a pas donné satisfaction en termes de suivi de l'action sur les trois territoires.

Le choix d'une gestion directe par les trois communes a été retenu, en désignant le Service Municipal d'Education Spécialisée de Lorgues comme la structure pilote et gestionnaire des différentes actions du CLAS (en qualité de porteur du projet), en référence avec la charte nationale d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2015 / 2016.

Lecture est donnée du projet de convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2015-2016. »

Mme BERTHIAUX : « S'agissant du personnel en contrat aidé notamment Mme Jessica ANTONUCCI, le CDIS se distingue de Pôle emploi, en effet la Commune de Lorgues a quant à elle conclu un contrat avec ce dernier. Quel est donc cet organisme CDIS ? ».

Mme TAXI : « C'est le Centre Départemental de l'Insertion Sociale qui permet de conclure des contrats pour les personnes qui entrent dans une certaine catégorie ».

Mme BERTHIAUX : « L'employeur est-il donc le CDIS ? ».

Mme TAXI : « Non, il appartient à chaque commune de réaliser le contrat. Le CDIS permet de bénéficier de certaines conditions ».

Mme BERTHIAUX : « Quelles sont ces conditions ? Elles ne sont pas exprimées dans la convention ».

M. LE MAIRE : « Pour l'année 2015-2016, ce sont les communes qui embauchent désormais les contrats aidés ».

Mme TAXI : « Financièrement nous sommes gagnants ».

Mme BERTHIAUX : « Oui car l'année dernière c'était 4 000 € ».

Mme TAXI : « Cependant, la Commune doit prendre en charge les coûts de déplacement des agents ».

Mme BERTHIAUX : « Ceci tend à l'équilibre. A la page 8 de la convention que veut dire C.U.I. ? ».

M. PALDACCI-UVERNET : « Ce sont des Contrats Uniques d'Insertion (contrats aidés) ».

M. LE MAIRE : « Anthony connaît bien ces dossiers car il travaille à la mission locale, il n'y a pas de problème ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2015-2016. »

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur Le Maire à signer la dite convention.

Adopté à l'unanimité

<p><u>9. MISE EN APPLICATION DU DECRET 2015-1163 : MODIFICATION REGLEMENT INTERIEUR DES MARCHES PUBLICS ADOPTE LE 22/12/2014</u></p>

Vu le Décret n°2008-1334 du 17 décembre 2008 modifiant diverses dispositions régissant les marchés soumis au code des marchés publics et aux décrets pris pour l'application de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,

Vu le Décret n° 2008-1355 du 19 décembre 2008 relatif à la mise en œuvre du plan de relance économique dans les marchés publics,

Vu le Décret n° 2008-1356 du 19 décembre 2008 relatif au relèvement de certains seuils du code des marchés publics,

Vu la jurisprudence du Conseil d'Etat du 10.02.2010 M.P. annulant à compter du 1^{er} mai 2010, le Décret n° 2008-1356 susvisé,

Vu l'article 118 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives et les articles 3 et 8 du décret n° 2011-1853 du 9 décembre 2011 modifiant certains seuils du code des marchés publics,

Vu le décret le règlement (UE) n° 1336/2013 de la Commission du 13 décembre 2013 modifiant les directives 2004/17/CE, 2004/18/CE et 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne leurs seuils d'application pour les procédures de passation des marchés,

Vu le décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique,

Vu la délibération du 22/12/2014 ayant pour objet « Mise en application du Nouveau Code des Marchés publics, modification de règlement intérieur voté le 03/09/2010 »,

Vu le décret n°2015-1163 du 17 septembre 2015 modifiant certains seuils relatifs aux marchés publics.

M. Serge BUISINE, Premier Adjoint, expose au Conseil municipal que le Code des Marchés publics a été modifié par décret emportant notamment la révision des seuils de procédure.

Il convient donc de mettre en application et de modifier le règlement intérieur de procédure tel que voté en Conseil municipal précédemment.

Il rappelle que chaque collectivité est libre de fixer ces propres règles en dessous de 5 186 000 euros HT pour les marchés publics de travaux et en dessous de 207 000 euros HT pour les marchés publics de fournitures et services.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer et d'appliquer comme ci-après les procédures dans le cadre d'un marché réalisé en procédure adaptée :

S'agissant de Marchés et accords-cadres de travaux

MONTANT DU MARCHE	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 25 000 € HT	Dispense de publicité	Sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

de 25 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d’affichage de l’Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : - formulées de manière identique, - avec indication d’un délai de remise (d’une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l’offre.
de 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d’affichage de l’Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
entre 90 000 et 5 186 000 € HT	Avis d’appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d’affichage de l’Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	

BOAMP : Bulletin officiel des annonces des marchés publics /JAL : journal d'annonces légales

Marchés et accords-cadres de fournitures et de services

MONTANT DU MARCHÉ	PUBLICITE	PROCEDURES DE PASSATION
Inférieur à 25 000 € HT	Dispense de publicité	Sans publicité ni mise en concurrence préalables mais respect des principes énoncés dans la fiche Direction des affaires juridiques « achats de moins de 15 000 € H.T. » : - choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ; - respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ; - ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu’il existe une pluralité d’offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

de 25 000 € HT et inférieur à 45 000 € HT	Panneau d'affichage de l'Hôtel de ville, publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr), demandes établies par fax.	Règle de demandes écrites de cinq devis minimum : - formulées de manière identique, - avec indication d'un délai de remise (d'une semaine minimum), - précisant les critères de jugement de l'offre.
de 45 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT	Publicité « adaptée » (au minimum panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr))	Procédure adaptée (dont délai de remise des offres adapté au marché, critères de choix, avis consultatif de la C.A.O.)
entre 90 000 et 207 000 € HT	Avis d'appel public à la concurrence publié dans un JAL ou au BOAMP et si nécessaire dans un journal spécialisé, panneau d'affichage de l'Hôtel de ville et publication sur le profil acheteur (https : www.marches-securises.fr)	

BOAMP : Bulletin officiel des annonces des marchés publics /JAL : journal d'annonces légales

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} Octobre 2015.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur Le Maire de veiller à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

10. MARCHE PUBLIC 012/T01 - LOT N°4 ET ANNULATION DES PENALITES DE RETARD IMPOSEES A L'ENTREPRISE MOREL, TITULAIRE DU MARCHE PUBLIC

Vu le C.G.C.T.,

Vu le Code des marchés publics, notamment ses articles 10, 26 et 28,

Vu le Code Général Des Collectivités Territoriales en notamment son article L2122-22 autorisant le Conseil municipal à déléguer certains pouvoirs au Maire,

Vu la délibération en date du 28/07/2011, portant attribution du Marché Public de maîtrise d'œuvre 011/S04 « Extension de l'école Lucie Aubrac » au groupement

présenté par l'architecte LAPIERRE (Lapierre – Rochas- Battier), notamment pour la mission « prestation de Maîtrise d'œuvre relative à une opération de construction neuve ayant pour objet :

en tranche ferme : l'extension de l'École Lucie Aubrac comprenant la création de 3 classes (1 maternelle en r+1, 2 primaires en rez-de-chaussée), d'une salle plurivalente, d'une infirmerie, de sanitaires, d'un bureau pour le Directeur de l'Ecole, d'un préau ainsi que le gros œuvre pour le local destiné à une mini-crèche, avec traitement de qualité des espaces verts (jardins pédagogiques),

en tranche conditionnelle : le second œuvre et l'aménagement de la mini-crèche. »

Vu le C.C.A.G. travaux NOR : ECEM0916617A,

Vu la décision du Maire en date du 14/02/2012 ayant pour objet « Attribution marché public alloti à procédure adaptée 011/T02 Extension de l'Ecole Lucie Aubrac »,

Considérant la procédure de marché à procédure adaptée alloti (10 lots) portant sur l'extension de l'école Lucie Aubrac, Marché Public 011/T02 – (en tranche ferme : l'extension de l'École Lucie Aubrac comprenant la création de 3 classes (1 maternelle en r+1, 2 primaires en rez-de-chaussée), d'une salle plurivalente, de sanitaires, d'un bureau pour le Directeur de l'Ecole, d'un préau ainsi que le gros œuvre couverture, menuiseries extérieures (hors d'eau et hors d'air) pour le local destiné à une mini-crèche, avec traitement de qualité des espaces verts (jardins pédagogiques), en tranche conditionnelle : le second œuvre et l'aménagement de la mini-crèche).

Considérant que par décision du 14/02/2012 précitée, il a été décidé de déclarer le lot 4 Étanchéité - toiture végétalisée - bacs aciers sans suite pour motif d'intérêt général soit l'absence d'offres acceptable, de procéder pour le lot 4, au lancement d'une nouvelle procédure de marché public à procédure adaptée 012/T01.

Considérant que le lot n°4 (étanchéité - toiture végétalisée - bacs aciers) a été attribué à l'Entreprise Morel et Associés et que son offre variante a été acceptée pour un montant de 94 986,43 € H.T. [tranche ferme], par décision 18/04/2012,

Considérant la décision du 24/08/2012 ayant pour objet « Avenant marché public alloti à procédure adaptée 012/T01 extension de l'école Lucie Aubrac relance des lots 4 et 10 », par laquelle il a été accepté, pour le lot 4 (étanchéité - toiture végétalisée - bacs aciers), l'avenant présenté par l'Entreprise Morel et Associés pour un montant de 5 981 € H.T. représentant 6.297 % du marché initial.

Considérant la décision du 24/08/2012 portant sur « Avenant de délai marché public alloti à procédure adaptée 012T01 extension de l'école Lucie Aubrac, relance des lots 4 et 10 », par laquelle il a été accepté, pour le lot 4 (étanchéité - toiture végétalisée - bacs aciers), l'avenant présenté par l'entreprise Morel et Associés, soit la prorogation des délais contractuels à la date du 31/08/2012, hors travaux de liaison entre le préau de l'étage et l'ancienne école ; ces derniers devant intervenir entre le 29/10/2012 et le 9/11/2012 pendant les vacances scolaires.

Considérant le montant définitif du marché s'élevant 120 757,05 € T.T.C.

Considérant le D.G.D., établi par le maître d'œuvre de l'opération (groupement Lapierre, Rochas et B.E.T. Battier) le 26/07/2013, retenant 7 500 € T.T.C. au motif du retard dans l'exécution des travaux.

Considérant cependant que les pénalités de retard constituant un élément du décompte général du marché, la procédure prévue à l'article 13.4 du CCAG travaux n'a pas été respecté,

Considérant la demande expresse du Trésor Public, de l'établissement d'une délibération au titre de l'annulation des dites pénalités,

M. GARCIA : « Pour bien comprendre ce qu'il s'est passé, le maître d'œuvre n'a pas intégré dans le décompte général définitif les pénalités de retard ? ».

M. LE MAIRE : « Non il a retenu les pénalités de retard, 15 jours à 500 € donc 7 500€ et c'est à ce titre que nous les avons retenues. Cependant le maître d'œuvre a réalisé une attestation d'achèvement de travaux à la date voulue donc nous ne pouvons plus retenir ces pénalités valablement. C'est une histoire de dates et de papiers ».

M. GARCIA : « On devait normalement appliquer les pénalités de retard de 7 500 €, les papiers étant mal établis on ne peut plus les retenir, je voulais m'en assurer ».

M. LE MAIRE : « Voilà et c'est pour cela que je propose d'attaquer la maîtrise d'œuvre car il n'y avait pas que cette problématique pour ce chantier ; il y a eu le décollement du sol de la crèche, d'une classe et du bureau du directeur. Nous avons fait faire un constat à un expert judiciaire, M. POZZANA, qui a déterminé que la colle avec laquelle ils ont posé les carreaux et le revêtement n'était plus réglementaire. Les maîtres d'œuvre soutiennent que lorsqu'ils ont réalisé le marché public c'était encore accepté. Il va y avoir une bagarre d'expert. Il en a été de même avec l'entreprise GEI, cette dernière a réalisé le chantier mais a été incapable de le terminer, il a donc fallu solder le chantier et faire faire un devis à l'entreprise GASQUET pour remettre en état tout le chauffage qui dysfonctionnait.

L'entreprise GEI avait pris des sous-traitants et aucun ne parlait français, c'était un mauvais boulot, les architectes ont mal suivi l'exécution de l'ouvrage et l'ingénieur BET n'était jamais présent sur le chantier. Plusieurs manquements vont être attaqués ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'annuler les pénalités de retard, soit 7 500 € T.T.C., de l'entreprise Jean Morel et Associés, titulaire du lot n° 4 (étanchéité - toiture végétalisée - bacs aciers) du marché public 012/T01.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de réaliser une action en justice à l'encontre de la Maîtrise d'œuvre (groupement Lapierre, Rochas et B.E.T. Battier), au motif de manquements aux missions confiées par le marché public 011/S04.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de transmettre au Trésorier Payeur la présente délibération en vue de son application immédiate.

Adopté à l'unanimité

**11. RALLIEMENT A LA PROCEDURE DE RENEGOCIATION DU
CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE DE
GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU VAR**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Assurances,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26,

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu le Code des Marchés Publics,

Considérant l'intérêt pour la collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents,

Considérant que la passation de ce contrat doit être soumise au Code des Marchés Publics,

Considérant l'opportunité de confier au Centre de Gestion du Var le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG83 en date du 7 septembre 2015 approuvant le renouvellement du contrat groupe,

M. LE MAIRE : « Vous savez que nous adhérons au CDG comme à la Communauté de Communes. Nous avons déjà délibéré pour les assurances statutaires mais l'appel d'offre a été annulé. Il a été relancé et c'est pour cela que nous devons de nouveau délibérer ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De confier au CDG 83 la mission de conclure un contrat groupe ouvert à adhésion facultative auprès d'une entreprise d'assurance agréée, conformément à l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, dans les conditions et pour couvrir les risques présentés ci-dessus. Ces conventions devront notamment avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : 4 ans, à effet au 1^{er} juillet 2016
- Régime du contrat : capitalisation

ARTICLE SECOND : De prendre acte que les taux de cotisation lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision d'adhérer au contrat groupe d'assurance souscrit par le CDG à compter du 1^{er} juillet 2016.

Adopté à l'unanimité

12. <u>MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 14/04/2014</u> <u>«DELEGATIONS AU MAIRE ARTICLE L2122-22 C.G.C.T. »</u>
--

Vu le C.G.C.T. notamment son article L2122-22,

Vu la délibération du 14/04/2014 portant « Délégations au Maire (L2122-22 C.G.C.T.) ».

Considérant que le Conseil Municipal peut déléguer au Maire des compétences telles que prévues au sein du C.G.C.T.,

Considérant qu'il convient de modifier la délibération précitée pour garantir une gestion efficiente de l'administration communale,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De modifier le point 19° de la délibération municipale du 14/04/2014 ayant pour objet « De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil municipal soit 200 000 € », comme suivant : « 19 ° : De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil municipal soit 500 000 € ».

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération s'applique dès sa transmission au contrôle de légalité.

Adopté à l'unanimité

13. <u>DROIT DE PREEMPTION URBAIN– AW N°84 « LE VILLAGE », LE THORONET</u>

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants,

Vu le P.O.S. approuvé le 12/07/1988 et révisé le 20/09/1993,

Vu la délibération du 13 juin 1996 instituant le droit de préemption urbain dans les zones U du P.O.S., sur le territoire de la Commune de LE THORONET,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2008, confirmant l'institution du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U de la Commune de LE THORONET,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner, enregistrée en mairie sous le n°08313615B0003, reçue le 10 Février 2015, adressée par le TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de Draguignan, service du JEX IMMOBILIER, en vue de la cession d'une propriété appartenant à la S.C.I. SANTA ROSA, sise LE THORONET cadastrée comme suivant :

Section	N°	Superficie Totale	Superficie visée par la préemption
AW	84	00ha 26a 62ca	519,90 m ²

La mise à prix du bien considéré a été fixée à hauteur de **TROIS CENT MILLE EUROS** (300 000 €).

Vu l'estimation du Service des domaines (avis 2015-136V0378) en date du 24/03/2015 ci-annexée estimant la valeur vénale du bien à 769 000 €,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2015 ayant pour objet « Acquisition parcelle AW 84 - Le Thoronet par voie de préemption » par laquelle l'assemblée délibérante décidait que la commune du Thoronet se porterait acquéreur au prix figurant dans la Déclaration d'intention d'aliéner n°08313615B0003 soit 300.000 € (prix principal),

Considérant la surenchère exercée le 5 juin 2015, pour le dit bien AW 84 le Thoronet, pour un montant de 330 000 €,

Considérant l'audience d'adjudication sur surenchère qui s'est déroulée le 18 septembre 2015,

Considérant la notification du résultat de la dite audience par le Greffe du juge de l'exécution JEX IMMOBILIER du 21/09/2015 RG N° : 14/08503 soit l'adjudication du bien susvisé au surenchérisseur S.A.S. Foncière Victor Hugo, pour un montant de 770 000 € (+ 20 422,46 de frais),

Considérant la demande par le Greffe de la réponse relative à l'exercice du droit de préemption de la Commune,

Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, expose que si l'acquisition de ce bien aurait permis la création d'une salle des fêtes municipale polyvalente, il demeure néanmoins que la Commune du Thoronet ne peut réaliser cet achat au montant tel que fixé par la surenchère soit 770 000 € (en sus 20 422,46 € de frais),

La bonne gestion des deniers publics est une composante majeure de la notion d'intérêt général et elle impose de ne pas exercer le droit de préemption du bien proposé dans les conditions fixées par l'audience d'adjudication sur surenchère du 18 septembre dernier.

M. GARCIA : « De quoi s'agit-il quand il est écrit désignation du bien ? S'agit-il de l'ensemble des bâtiments de la zone formant un « U » ».

M. LE MAIRE : « Il s'agit uniquement du local occupé par la pharmacie ainsi que celui de l'ancienne superette ».

M. GARCIA : « Les locaux d'en face ne sont pas concernés ? ».

M. LE MAIRE : « Non, la brasserie, le local qui était loué au pisciniste, ainsi que le local pour l'informatique et le marchand de légumes ne sont pas concernés. Le local en question fait environ 400 m², et concerne l'ancien « Vival » et la pharmacie ».

M. GARCIA : « Quels sont nos droits par rapport au changement de propriétaire ? ».

M. LE MAIRE : « Nous attendons que l'acte soit signé par le nouvel acquéreur puis nous allons prendre rendez-vous avec ce nouveau propriétaire car nous sommes liés par le bail ».

M. GARCIA : « A priori il ne pourra pas augmenter le prix de la location ? »

M. LE MAIRE : « Non, mais d'autres négociations pourront être envisagées ».

M. BUISINE : « La surenchère a été faite par la SAS Foncière Victor Hugo qui est une filiale de la Banque Populaire. Au départ il faut savoir que c'est une créance de la SCI SANTA ROSA, qui a amené le créancier à saisir les diverses juridictions pour vendre l'immeuble.

S'agissant de cette surenchère elle ne me surprend pas, je comprends très bien la situation de la SAS ; en effet c'est une société filiale de la Banque Populaire qui agit comme de portage et qui supportera pendant un certain temps la liquidation du bien. Au mieux elle pourrait envisager de le vendre mais qui pourrait acheter à ce prix-là ? On ne le sait pas. En tout état de cause, elle est là pour défendre les intérêts de la banque. C'est un transfert juridique et un portage d'une créance néfaste ».

M. LE MAIRE : « C'est pour cela que nous allons attendre de contacter le nouveau propriétaire pour savoir, il sera peut-être proposé de le racheter à un prix moindre. Il pensait peut-être que si nous avions fait préemption la première fois à 300 000 € nous serions prêts aussi à préempter à 800 000 € mais c'est impossible ».

M. GARCIA : « S'agissant de la position de la minorité, si nous sommes amenés à conserver le local, nous estimons qu'il est dans notre intérêt d'acheter comparativement au coût de location ».

M. LE MAIRE : « Nous pourrions négocier avec le nouveau propriétaire, comme nous avons négocié avec M. MACRI afin de réaliser une location-vente ».

M. GARCIA : « Le problème est que si nous n'utilisons pas le droit de préemption nous risquons de ne pas pouvoir être propriétaire ».

M. LE MAIRE : « Aujourd'hui, au regard du prix de 770 000 € hors frais, nous ne faisons pas préemption. C'est la SAS Foncière Victor Hugo qui a surenchéri et qui possèdera ce bien ».

Mme BERTHIAUX : « Nous ne connaissons pas ses intentions ».

M. LE MAIRE : « Aujourd'hui, la Commune est liée par un bail pendant 3 ans avec cette SAS et cette dernière ne peut pas le résilier. C'est donc pour cela que je vous indiquais que nous aurons l'occasion de rencontrer ce monsieur et de voir sous quelle condition nous pouvons devenir propriétaire ou changer le bail.

Il va falloir renégocier avec le nouvel acquéreur. Le bail nous lie, il ne peut pas nous chasser ».

M. GARCIA : « Ce n'est pas nous qui avons le pouvoir de décision »

M. LE MAIRE : « Comme nous ne l'avons pas avec l'autre propriétaire, c'est pareil ».

M. GARCIA : « Totalement, c'est pour cela que nous avons fait les choses à l'envers. C'est-à-dire qu'il ne fallait pas commencer par faire un contrat de location mais demander tout de suite l'achat du bien ou faire une location-vente d'entrée ».

M. LE MAIRE : « C'est ce qui avait été prévu initialement mais il faut dire que cela a été vite réalisé car il y avait la location de la pharmacie en pourparlers et si on ne louait pas la salle des fêtes polyvalente, Monsieur MACRI ne louait pas la pharmacie ce qui a nécessité de faire vite ».

M. BUISINE : « C'est-à-dire qu'il y a deux possibilités ; s'il est vrai qu'aujourd'hui nous renonçons en raison du montant qui va au-delà de 800 000 €, la première solution est de rentrer dans une phase de négociation avec le banquier. Comme je vous le disais tout à l'heure, et je me suis peut-être mal exprimé, cette filiale de défaisance ne portera pas pendant des années cette créance et elle va devoir prendre des décisions.

En cela au cours de la négociation, le banquier pourrait proposer tel prix d'achat, cela peut être 300 000 € ce qui me surprendrait, et aller jusqu'à 800 000 €. Il y a une marge de négociation et comme toute société de portage, en règle générale ils sont très intéressés à liquider rapidement les choses. Ainsi pendant 3 ans, ils sont liés par le bail et nous avons cette marge de manœuvre que nous devons utiliser. Seront-ils souples dans la négociation on ne le sait pas encore.

La deuxième possibilité est forcément la location-vente au cas où il y aurait un échec dans la négociation ; dès lors, si l'on achète se posera la question du financement. S'ils le vendent à 700 000 € on se posera la question de savoir s'il faut acheter à ce prix-là ou refuser ».

M. LE MAIRE : « Normalement nous étions partis sur une location-vente de 700.000€ ».

Mme BERTHIAUX : « Au départ cela n'était pas bien clair, quand on reprend l'antériorité des dossiers, lorsque le service des domaines avait fait un état des lieux ce n'était pas clairement explicite et nous avons acquis que l'on faisait une affaire.

En effet, le prix de vente initial annoncé était de 770 000 € et à l'arrivée 330 000 € ; nous avons alors dit à l'unanimité que c'était une opportunité que nous avions du reste votée. Aujourd'hui, le groupe de la minorité constate une perte d'une année de loyers et de travaux et regrette qu'au jour d'aujourd'hui, après un an, les thoronéens ne verront pas encore arriver leur salle polyvalente ».

M. LE MAIRE : « Madame vous le savez, dans tous les cas si l'on avait voulu faire une salle polyvalente elle n'aurait pas été terminée avant la fin du mandat. L'opportunité s'est présentée de la réaliser à moindre coût et aujourd'hui se présente un problème que personne n'imaginait.

Lorsque le bail a été conclu, le bien faisait déjà l'objet d'un projet de vente aux enchères qu'on ignorait ; je reconnais que j'ai signé dans l'urgence ».

M. GARCIA : « C'est un des points justement que nous avons soulevé à l'époque, pourquoi partir sur la location plutôt que sur la vente, seul le propriétaire pouvait décider de la location-vente ».

M. LE MAIRE : « M. GARCIA la location-vente avait été actée avec M. MACRI. Ce dernier est venu pour faire signer les baux parce que si nous la mairie nous n'avions pas loué la salle des fêtes, lui il ne louait pas la pharmacie et il n'y avait plus d'endroit pour l'installer ».

Mme BERTHIAUX : « Enfin, on ne dit plus d'endroit nous aurions pu chercher un autre lieu pour la pharmacie ».

M. LE MAIRE : « Où voulez-vous trouver un local de 160 m² ? ».

M. BUISINE : « Vous savez il faut que ce soit très centralisé ».

M. GARCIA : « Par rapport aux propos de Serge, c'est un propos qui est optimiste, il parle de société de défaisance, je pourrais parler de société de fonds de placement, ils ont acheté pour 800 000 € et ils voudront les rentabiliser ».

M. LE MAIRE : « On sait bien qu'ils ne rentabiliseront jamais car au départ à 300.000€ elle n'est pas partie. Il y a eu une carence d'enchère ».

M. GARCIA : « Il me semble que nous payons un lourd loyer et ce pendant 3 ans minimum que se passera-t-il ensuite ? ».

M. BUISINE : « Attendons les négociations pour savoir ce que nous pouvons faire. C'est une projection mais à partir du moment où nous avons préempté à 300 000 €, nous ne pouvions pas savoir que la Banque Populaire allait se défausser sur la filiale de portage pour surenchérir et acquérir le bien à ce prix-là. Personne ne pouvait le savoir. C'est un principe qui existe quand les sociétés sont en difficultés ».

M. LE MAIRE : « Ce mois-ci nous avons encore payé le loyer à M. MACRI et le prochain paiement ira au nouveau propriétaire ».

M. GARCIA : « Il y aura un acte juridique de transfert et c'est lui qui aura le pouvoir de décision ».

M. LE MAIRE : « On le sait bien que ce local ne vaut pas 700 000 € ou 800 000 € ».

M. GARCIA : « Quand on voit le prix du loyer ce n'est pas négligeable et il n'est pas certain qu'il veuille négocier ».

Mme BERTHIAUX : « Le tribunal de Grande Instance indique dans son descriptif 7 locaux à usage commercial et non professionnel ».

M. LE MAIRE : « Il s'agit de la description de l'ensemble immobilier en forme de « U » et non ce qui est vendu ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Dans la délibération, il est bien spécifié superficie totale 26a62ca alors que la superficie visée par la préemption ne porte que sur 519,90 m² ».

Mme BERTHIAUX : « Je trouve cependant que cela n'a pas été suffisamment clarifié quand les domaines ont transmis leur dossier en février ».

M. LE MAIRE : « Nous avons demandé au service des domaines d'évaluer le coût du loyer et le coût d'achat des 519,90 m². Nous ne leur avons pas demandé d'évaluer le coût de la parcelle, du moment que ce n'est pas à la vente je n'en vois pas l'intérêt ».

M. GARCIA : « Concernant le droit de préemption, il faudrait essayer d'avoir des financements, maintenant nous partons un peu en retard mais la Région finance des bâtiments publics donc il y a une possibilité de minimiser le prix de revient de l'achat et d'autre part, en louant le local on aurait pu encore également minimiser l'emprunt à réaliser sur l'achat ».

M. LE MAIRE : « Aujourd'hui, vous savez très bien que nous pouvons prétendre à des subventions mais qu'elles ne sont pas attribuées au final. Le Département nous attribue l'enveloppe qui nous est due, quant à la Région ainsi qu'à la Préfecture nous n'avons pas de réponse positive, je n'aurais jamais acheté un local à 700 000 € ».

M. GARCIA : « Nous étions pour la construction d'une salle polyvalente et nous ne souhaitions pas louer à ce prix-là, désormais en ayant entamé cette procédure nous estimons qu'il faut procéder à l'achat plutôt que de payer un loyer onéreux ; nous ne savons pas où l'on va ».

M. BUISINE : « Chacun d'entre nous a pris sa position initialement ; vous avez pris la position de la construction d'une salle polyvalente pour laquelle les études avaient démontré une construction à 2,5 millions d'euros avec les aménagements extérieurs, hors stade et parcours de santé. Il y a quelque temps, tout comme aujourd'hui, pourrions-nous emprunter 2,5 millions d'euros. La Commune après avoir lourdement investi pour l'école pouvait-elle encore emprunter 2,5 millions d'euros ou même 1 million d'euros ? Je dis non. C'est irréaliste et cette surenchère est irrecevable, sauf à tirer vers le haut l'endettement de la commune ou au pire augmenter les impôts. A partir de ce moment-là, en augmentant les impôts nous pouvons tous faire mais moi je ne suis pas d'accord. Ce n'était pas la solution pour nous de construire et d'emprunter, c'était irréalisable ».

M. GARCIA : « En se battant, nous n'avons pas le même point de vue au niveau des financements extérieurs et des possibilités d'aides, je me disais qu'en faisant un emprunt au lieu de payer un loyer proche des 50 000 € à perte, autant faire un emprunt sur 25 ans avec des financements extérieurs ».

M. LE MAIRE : « Il faudrait contracter un prêt d'1,5 million d'euros si nous achetons la salle et que nous l'équips ».

M. MARTIN : « Le plan initial était un bon plan quand même, puisque cela avait été évalué à 780 000 € et nous avons une promesse de vente à terme des 3 ans avec la déduction des loyers ».

M. GARCIA : « Ah non, il n'en a jamais été question ».

M. LE MAIRE : « Mais oui, je vous l'ai annoncé et nous disposons d'un écrit ».

M. GARCIA : « Mais si vous nous l'aviez montré, ça aurait été différent ».

M. LE MAIRE : « Mais nous avons le papier. Quand j'affirme quelque chose on me croit ou on ne me croit pas, si vous voulez le voir je vous le montrerai ».

Mme BERTHIAUX : « Cela semble important, vu notre réaction ».

M LE MAIRE : « Vu votre réaction je me dis que c'est déplorable, parce que vous savez très bien qu'au début vous aviez dit ne pas la vouloir mais maintenant vous voulez l'acheter alors il faudrait savoir quelle est votre position ».

M. GARCIA : « Vous êtes lancé dans l'action maintenant, on veut rattraper l'opération ».

M. LE MAIRE : « Le débat est clos on va procéder au vote ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Que la Commune de LE THORONET n'exerce pas son droit de préemption urbain pour le bien AW 84 LE THORONET, au regard des conditions fixées par l'audience d'adjudication sur surenchère du 18 septembre 2015 soit 770 000€ (+ 20 422,46 € de frais).

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de représenter la Commune et de procéder aux formalités nécessaires pour la mise en application de la présente délibération.

Adopté à la majorité des membres présents

(3 contre : Mme BERTHIAUX, M. GARCIA et son pouvoir)

INFORMATIONS DIVERSES

Informations de M. LE MAIRE :

- Lecture courrier remerciement d'un administré portant sur le remplacement prochain des boîtes aux lettres au hameau des Férauds.
- Lecture du rapport de M. GEOFFROY Gilles, responsable des services techniques et eaux, portant sur la réponse du Conseil Départemental relative aux normes de sécurité des rampes situées au pont de la Gasquette. Ces dernières seront remplacées des deux côtés du pont au plus tard fin novembre.
- Lecture courrier du Conseil Départemental portant sur maintien de l'abonnement pass'jeun (transports scolaires) à 120 € pour l'année 2015-2016.
- Réunion avec la Communauté de Communes, Mardi 6 Octobre 8h30, au chemin de l'eau de vie afin que les conteneurs à ordures ménagères soient enterrés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h30.

La secrétaire de séance

Mme LAMBERT Eliane